

GT IAO : UN NOUVEAU DEPART ??

En préambule de cette réunion, FO a déclaré soutenir activement la déclaration unanime de tous les agents du BRIA qui ont exprimé leurs inquiétudes légitimes !

Du côté BNI, même si les inquiétudes ne sont pas tout à fait les mêmes, elles existent et doivent être également prises en compte !

FO a redit ses doutes sur la pertinence de vouloir fusionner deux services qui du point de vue opérationnel n'ont pas grand-chose à voir. Pour autant, pour des questions de réduction d'effectifs, l'administration a entériné ce rapprochement.

Pour FO, il est maintenant primordial que l'administration fasse les choses dans le bon ordre, en particulier en tenant compte des doutes et questionnements des personnels ! C'est pourquoi FO a demandé une suspension du GT IAO afin de clarifier son mandat et d'intégrer des prérequis essentiels au bon déroulement de la suite.

Ces prérequis sont par exemple la place du droit de grève ou du service minimum dans la future structure, le niveau indemnitaire (tenant compte des formations à la bi-qualification), l'organisation du travail, un calendrier réaliste. C'est sur ces prérequis que doit se pencher le prochain GT IAO du 30 mars.

De plus, l'administration doit clarifier ce qu'elle attend exactement des sous-GT. En effet certains sujets relèvent de négociations locales mais d'autres du niveau national. Cette clarification doit permettre d'y voir plus clair pour les agents.

Avancement des sous-GT

Sous-GT reprise des activités du BRIA du Bourget.

La reprise du BRIA (à effectif constant) du Bourget (puis Ajaccio) doit se faire avec un transfert des activités NOTAM exécutées par le BNIA au BNI. Ce dernier se voit donc renforcé par l'ouverture de 4 AVE. Cette reprise serait effective au 1^{er} décembre de cette année. Pour FO, elle ne peut l'être que si le BNI s'est vu effectivement renforcé et qu'ainsi le BNIA puisse ne plus traiter les NOTAM. Pour le moment il est prévu l'arrivée de 2 agents en juin et 2 autres en septembre.

Sous-GT locaux.

Ce sous-groupe a pour mission de faire un bilan de l'existant et de réfléchir aux besoins à terme. En termes de surface, il faut trouver un local de près de 450 m² pour la co-localisation !

Le budget pour les travaux est à programmer pour 2022 et 2023. Dans un contexte financier incertain pour la DGAC, FO demande que toute dérive calendaire pour raison budgétaire soit prise en compte, quitte à retarder toute mise en œuvre.

Sous-GT organisation de la vie IAO.

Le rattachement administratif et hiérarchique du BNIA au SIA/div IAO sera effectif au 1^{er} avril. Dans les faits cela ne changera rien pour les agents.

Par contre FO s'est opposé à la mise en place d'une permanence opérationnelle qui n'a pas de sens aujourd'hui. De plus, elle nécessite une concertation préalable avec les OS pour sa mise en œuvre et un passage en CT DGAC. Encore une fois, pourquoi aller trop vite ??

Il en est de même avec la proposition d'un TdS commun au 1^{er} juillet qui n'a pas non plus de sens.

Sur ces deux points, l'administration a fait marche arrière et **met ce sous-groupe en pause.**

Sous-groupe bi-qualification.

L'objectif de ce sous-groupe est de réfléchir aux conditions de mise en œuvre d'une bi-qualification à terme pour tous les agents du BNIA et du BNI. Cela implique en particulier la construction d'un plan de formation adéquat, le calcul d'un effectif réaliste.

Sur ce point des effectifs à terme, FO rejette toute politique de réduction « à la hache » et demande à l'administration de préciser clairement ses objectifs.

L'administration, consciente d'aborder ces sujets trop en amont, **met également ce sous-GT en pause.**

Sous-GT MCO et aménagement des futurs locaux.

Pour la partie technique, il est indiqué un besoin en effectif de 0.3 ETP. Le problème est qu'il n'a jamais été recalculé.

FO demande donc une réévaluation de cet effectif de maintenance et s'inquiète aussi pour les fonctions supports (environnement technique) avec à terme une augmentation de l'effectif global du SIA de +50%.



D'autres questions se posent bien sûr, comme la nécessité d'une nouvelle chaîne téléphonique à l'arrivée du BNIA sur le site du SIA.

L'administration semble avoir compris qu'elle a tout intérêt à adopter le bon tempo sur ce projet d'importance. La clarification de ce qui dépend de discussion nationale et locale permettra également d'y voir plus clair.

Pour FO, lors de la prochaine réunion du GT IAO le 30 mars des prérequis clairs doivent nous être présentés.

FO demande que des discussions s'engagent rapidement sur le droit de grève. Le rapprochement du BNIA et du BNI ne doit pas être l'occasion d'une mise en place au moins disant.

Enfin, lors du CT DO du 8 décembre 2020, FO avait réussi à arracher in extremis un engagement ferme de l'administration sur une réévaluation indemnitaire **pour tous les agents**. FO demande donc que cet engagement fasse l'objet de propositions claires dans le cadre des prérequis à la « réorganisation ».

Déclaration des agents du BNIA :

Après 7 années d'une "réorganisation" sauvage qui se solde aujourd'hui par un Bureau National d'Information Aéronautique sans encadrement, sans formateur, sans manex, sans plan de formation et aux outils inappropriés, nous voilà en train de fusionner un service désorganisé, laissé en friche par des années de paroles creuses, des heures de GT jetés aux orties et un monceau de promesses non-tenues.

On continue de "réorganiser" dans le même temps, avec la reprise du Bourget, sans concertation et avec un calendrier ubuesque, qui ne laissera aucune place à l'organisation.

On fusionne ainsi deux services qui n'utilisent pas les mêmes données, pas les mêmes outils, dont les ambiances nécessaires à un travail efficace sont incompatibles, avec des agents déjà déplacés de Lille, Bâle, Lyon ou Nantes et que l'on veut maintenant "bi-qualifier" à la hâte, avec des mots vidés de leurs sens comme "robustesse", "cohérence", "amélioration du service rendu" ou encore "amélioration des conditions d'exercice des agents" ...

Il est évident aux yeux de tous, qu'après avoir déplacé ces agents, les bi-qualifier va inmanquablement "améliorer leur conditions d'exercice" !!

Il semble évident qu'on a fait, en haut lieu, grand cas de la robustesse d'un BNIA de Bordeaux en le laissant des mois sans encadrement. Sans parler de la "robustesse" du BNI qui a vu ces 15 dernières années, ses effectifs passer de 24 à 18 agents alors que, dans un même temps, le nombre de NOTAM explosait de plus de 200%.

Il paraît également évident que "l'amélioration du service rendu" à nos usagers est au centre des préoccupations de nos dirigeants quand ils imposent et mettent en place un outil plan de vol inadapté au trafic français.

Enfin nous en arrivons à la vraie raison de tout ceci : la "réduction des coûts RH". 17+4 ! 21 personnes mises à la porte de la DGAC ! (ou dit autrement, 21 de nos enfants, de vos enfants qui iront faire, à mi-temps, équipier dans un fast-food quelconque, plutôt qu'une carrière de service public dans la DGAC !).

Et pour arriver à ce résultat, on commence ce GT comme on a exécuté la réorganisation des BRIA : dans le désordre le plus complet.

Un mandat non discuté; des sous-groupes mis en place avant le GT; des attendus que l'animateur principal de ces sous-groupes est bien incapable de nous définir; un volet indemnitaire absent des débats; un calendrier d'un réalisme rare; aucune réponse et aucun engagement de l'administration pour faire avancer les débats; des hypothèses de travail biaisées par des données détériorées au compte-goutte : reprise d'Andorre, mise en place du GRF, perte d'un agent au BRIA d'Ajaccio en décembre ... et on en oublie ...

Au final, et de ce que l'on a déjà pu comprendre des premières réunions de chaque sous-groupe, notre administration compte encore une fois sur le professionnalisme des agents qui rendront le service public "quoiqu'il leur en coûte", avec une faculté de résilience très largement démontrée par le passé.

*Et bien Messieurs, Dames, les agents du BNIA de Bordeaux vous disent aujourd'hui **NON** !!*

Notre cheffe d'organisme SNA-SO et adjointe au Chef du SNA-GSO, nous a "vendu" une reprise du BRIA du Bourget, dans un beau papier cadeau, sans augmentation d'effectif, mais avec la suppression de la chaîne NOTAM, et bien soit, il en sera ainsi :

A compter de la date de reprise des activités du BRIA du Bourget, et conformément aux engagements pris par l'adjointe au Chef SNA-GSO, aucun agent du BNIA Bordeaux ne traitera plus une seule demande de NOTAM.

Il appartiendra à l'administration d'assumer ce calendrier délirant et non aux agents.

De plus, et afin d'avancer de manière constructive, et non plus dans un brouillard de réponses évasives et de "je ferai remonter ...", dans les sous-groupes déjà engagés, il nous faut un engagement ferme, définitif et écrit sur les sujets suivants :

- la bi-qualification ne pourra débuter qu'après co-localisation, tout autre scénario étant irréaliste.

- le maintien du poste de second adjoint BNIA absolument indispensable à rattraper la "friche" laissée dans notre service.

Nous souhaitons et attendons également des réponses précises et écrites sur :

- le "service minimum", "l'astreinte", la "réquisition".

- le BRIA d'Ajaccio : échéances, reprise, BO.

- le volet indemnitaire de la fusion, puis de la bi-qualification.

Sans cela, les discussions seront, pour la grande majorité, stériles, il n'y aura aucun intérêt à les poursuivre et fort logiquement, nous ne les poursuivrons pas.

Les agents BNIA

Vos représentants SNNA-FO :

Laurent NOTEBAERT

Raynald DROLEZ

Jérôme CAFFIN

David FRABOULET

Teresa PEREZ

Vous souhaitez défendre l'avenir des services et des personnels de la DGAC ? REJOIGNEZ FO ! <https://fodgac.fr/adherez-a-fo/>

